

## LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE CONTRE LES MINES ANTIPERSONNEL

«*Interdisons les mines!*». Avec ce message sans équivoque, le Comité international de la Croix-Rouge a lancé le 22 novembre 1995 une campagne médiatique internationale appelant à une interdiction totale des mines antipersonnel. Dans un vibrant appel lancé aux médias, aux responsables politiques et aux organisations humanitaires, le président du CICR, Cornelio Sommaruga, a déclaré: «Malgré les efforts soutenus que vous et nous avons déployés, le fléau que sont les mines antipersonnel n'a rien perdu de son intensité. Pendant l'heure que nous allons passer ici ensemble, trois personnes seront tuées ou mutilées à vie par les mines, et il en est de même pour chaque nouvelle heure qui s'écoule». «Ce carnage aveugle», a-t-il souligné, «est un affront aux valeurs humanitaires, un affront à la civilisation. Nous pouvons, nous devons y mettre fin».

Cette vaste campagne comprend une série de messages publicitaires dans la presse écrite, à la télévision et à la radio, qui visent à mobiliser l'opinion publique et à stigmatiser, aux yeux du monde entier, la production, le stockage, le transfert et l'emploi des mines antipersonnel. Elle se place notamment dans la perspective des nouvelles sessions de la Conférence d'examen de la Convention des Nations Unies sur les armes classiques, qui se dérouleront en janvier et en avril 1996 à Genève. Cette campagne sera reprise en 1996, sur le plan national, par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dans le monde entier. Elle a été conçue et réalisée par Abbott Mead Vickers — BBDO, agence de premier rang basée à Londres, qui dispose d'un réseau dans 61 pays.

Selon le président Sommaruga, l'impasse à laquelle a abouti la Conférence d'examen de Vienne reflète l'échec de la communauté internationale à parvenir à un équilibre entre intérêts militaires et exigence humanitaire. Il a déploré le fait que le monde politique n'était guère disposé à faire changer radicalement la situation et que la plupart des puissances militaires, du Nord comme du Sud, refusaient toujours d'éliminer les mines antipersonnel de leur arsenal. Dans de telles circonstan-

ces, a-t-il conclu, «une solution au problème des mines antipersonnel devra s'appuyer sur les exigences de la conscience publique».

Le président a été soutenu dans son appel par l'archevêque Desmond Tutu et six autres lauréats du prix Nobel de la paix: Mairead Maguire, Lech Walesa, Oscar Arias Sanchez, Elie Wiesel, le Dalaï-Lama et Aung San Suu Kyi.

M. Sommaruga a conclu en soulignant le rôle déterminant des médias, qui ont contribué à forger la conscience publique. C'est la pression de l'opinion publique qui a conduit à l'interdiction des armes chimiques, à l'abolition de l'apartheid, à la réaction devant la famine en Afrique occidentale et en Érythrée, et à la prohibition de la torture. «L'humanité, a-t-il ajouté, n'est pas impuissante face à la brutalité et à l'injustice».